

Pouvoir d'emprunt

des prestations de chômage alors que les quatre bureaux de la Main-d'œuvre n'ont que 1,000 emplois à offrir. J'ignore ce qui se passe à Toronto, Montréal, Halifax ou Ottawa. Cela me fait frémir quand j'y pense. La plupart des gens croient que la ville d'Edmonton est prospère.

Pourquoi le Canada se trouve-t-il dans une situation bien plus précaire que d'autres pays? La dernière fois que j'ai vérifié le taux de chômage en Allemagne de l'Ouest, il était de 8 p. 100; au Japon, il était de 2 p. 100 et en Suisse, de 0.4 p. 100. D'après la revue *Euromoney*, l'année dernière, le Canada se situait à la 55^e place sur 81 pays, en ce qui concerne le rendement économique, et à la 24^e place sur les 24 pays de l'OCDE.

Monsieur le Président, une des raisons de cette situation, c'est que le gouvernement a étouffé l'esprit d'entreprise. Il n'est jamais sorti autant de capitaux d'investissement du pays qu'en 1981. Le Canada a perdu environ 10.3 milliards de dollars en investissements directs, dont environ la moitié parce que les Canadiens allaient placer leur argent de capitaux d'investissement ailleurs et l'autre moitié parce que les étrangers retiraient leur argent du pays. Ces milliards de dollars perdus représentent de nombreux emplois en moins.

Pendant cet exode de capitaux, la Banque du Canada a décidé d'essayer de maintenir les taux d'intérêts au-dessus des taux d'intérêts américains, pensant que cette manœuvre permettrait d'attirer des capitaux étrangers au Canada. Elle a essayé de maintenir le cours du dollar à environ 80c. américains. Combien de faillites ont été causées par les taux d'intérêt au Canada en l'espace de 18 mois? Combien de maisons et d'immeubles à appartements n'ont pas été construits à cause du maintien systématique des taux d'intérêt à un niveau élevé? A mon avis, monsieur le Président, les taux d'intérêt que nous avons connus ont fait disparaître des milliers et des milliers d'emplois et d'entreprises au Canada.

Les taux d'imposition constituent maintenant un grave obstacle à notre croissance économique. En Colombie-Britannique, la famille moyenne a gagné \$29,201 en 1982 et payé 41 p. 100 de ce revenu en impôts, soit \$12,114. Cet impôt se décompose comme suit: \$4,055 en impôt sur le revenu, \$1,755 pour la sécurité sociale, le régime de pension et l'assurance-maladie, \$1,683 en taxe de vente, \$1,218 en impôt foncier, etc. Le Canadien moyen dépense maintenant davantage en impôts divers que pour la nourriture, les vêtements et le logement réunis. Le budget de 1981 n'a pas aidé la situation en haussant le fardeau fiscal de quelque 1.6 milliard de dollars. Ce n'est pas ainsi que l'on sortira l'économie du trou.

La politique énergétique nationale, qui a été conçue essentiellement pour réaliser des objectifs politiques et non économiques, a contribué à plonger le Canada dans la récession. De grands projets tels Alsands et une foule de petits projets ont été tués dans l'œuf. De nouveaux impôts ont été levés. A titre d'exemple, l'industrie pétrochimique de l'Alberta comptait réaliser dix ou 12 projets d'exploitation du gaz naturel qui ont tous été remis à plus tard ou annulés à cause des nouvelles taxes sur le gaz naturel imposées dans le cadre du Programme énergétique national. L'une de ces entreprises construit maintenant une nouvelle usine en Nouvelle-Zélande, alors que le sous-sol de l'Alberta est un gigantesque réservoir de gaz naturel.

A cause de l'AEIE, beaucoup d'étrangers ont l'impression que le gouvernement canadien est hostile aux investissements

étrangers. Il y a quelques jours, j'ai rencontré lors d'un voyage en avion un homme d'affaires qui se spécialise dans le matériel de bureau. Il m'a dit qu'il voulait se lancer en affaires au Canada et que son entreprise créerait 125 nouveaux emplois. Il lui a fallu trois mois pour obtenir l'approbation de l'AEIE, et cela lui a coûté \$15,000 en frais d'avocats. Deux semaines lui auraient suffi pour se lancer en affaires en Allemagne de l'Ouest, en Australie ou au Royaume-Uni. Il a persévéré, mais combien d'investisseurs ont renoncé à créer des emplois à cause des obstacles érigés par l'AEIE?

L'un des derniers budgets renfermait une mesure visant à réduire la déduction pour amortissement pour la première année, au moment même où toutes les entreprises sont à court de liquidités, surtout les petites entreprises. Qui sait combien de petites entreprises ont renoncé à leurs projets d'expansion ou bien ont mis à pied une partie de leurs effectifs? C'est comme si l'on tuait la poule aux œufs d'or, puisque les petites entreprises créent la plupart des nouveaux emplois.

Le gouvernement, par l'intermédiaire du Programme énergétique national et de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, a aigri nos relations avec notre principal partenaire économique. L'année dernière, une cinquantaine de projets de loi étudiés au Congrès des États-Unis visaient, directement ou indirectement, à imposer des représailles commerciales contre notre pays. Le problème est de savoir comment nous sortir de ce pétrin. Il est évident que le gouvernement a saigné l'économie à blanc et qu'il ne nous sortira pas de cette situation.

En terminant, je voudrais citer de nouveau le professeur Lipsey, monsieur le Président. L'été dernier, il a dit que le Canada devrait réintégrer la communauté internationale des affaires, restaurer la confiance à la fois chez nous et à l'étranger; il a ajouté que nous ne pouvions pas nous permettre de pratiquer le nationalisme économique. Je suis entièrement d'accord avec lui, monsieur le Président.

• (1200)

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Monsieur le Président, je voudrais dès le début vous poser une question hypothétique. Supposons que je puisse être transporté instantanément de ma place ici à la Chambre des Communes au carrefour Ryckman sur la montagne, route n° 53, ou rue Wilson à Anscaster, ou encore sur la place du marché à Dundas, ou au Village Fish'n'Chips Coffee Shop, à Waterdown, au magasin général de Carlyle, au bureau de poste de Freerton ou rue principale à Binbrook, Sheffield, Rockton ou Mount Hope, ou dans n'importe laquelle de la cinquantaine de localités que je représente dans Hamilton-Wentworth. Supposons que je puisse m'adresser dès maintenant à n'importe lequel de mes électeurs ou à mes parents à Vancouver et leur dire: «Je vous représente en ce moment à la Chambre où nous étudions un projet de loi autorisant le gouvernement fédéral à emprunter une somme supplémentaire de 19 milliards pour faire face à ses dépenses.»

Je n'ai guère de peine à imaginer quelle serait alors la réaction de mes électeurs. Leurs propos seraient pour le moins nettement antiparlementaire. Supposons qu'ils répondent: «Quoi? Pour l'amour du ciel, pourquoi a-t-il besoin d'une autre somme de 19 milliards? Le gouvernement n'a-t-il pas suffisamment dépensé? Pourquoi a-t-il besoin d'une somme supplémentaire aussi élevée? ... » Je ne répète pas le juron. «Ne laissez pas le gouvernement s'en tirer!»